

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

Compte rendu du COMITE CENTRAL
des 19 et 20 décembre 1964

BULLETIN INTERIEUR

SECTION FRANCAISE de la QUATRIEME INTERNATIONALE

PRIX : 2 F

I Résolutions votées

N°1 Résolution présentée par la majorité sur

La situation dans le PCF et nos tâches

Notre stratégie de construction du parti révolutionnaire en France est basée sur la perspective que le développement des contradictions dans le PCF aboutirait, à une certaine étape, à la formation d'une aile gauche dans ce parti. Définie à une période où la crise du mouvement communiste international n'existait qu'à l'état potentiel, cette orientation a depuis lors été largement confirmée par les développements effectifs de cette crise. Cependant, dans le cadre du mouvement communiste international, le PCF a été une des formations les plus figées, où les traits staliniens ont manifesté le plus de persistance. En dehors d'une période assez brève à la suite du XX^e Congrès et des développements de Pologne et de Hongrie, où les milieux intellectuels du PCF ont été profondément affectés et ont livré une certaine lutte politique au sein du parti, les opposants - bien qu'en assez grand nombre - n'avaient pas trouvé un terrain favorable pour se rassembler et mener bataille. Dans un certain sens, le PCF était un modèle de parti fidèle à Moscou, à ses dirigeants, rassemblés autour de Thorez, les yeux tournés vers le passé, ne cédant que lentement et à regret devant les nécessités de s'adapter à une nouvelle période.

Mais les indices se multiplient que cette situation tend à se modifier et que le PCF approche d'un tournant où il connaîtra, comme d'autres partis communistes, la fin de son monolithisme de façade et des différenciations politiques profondes. Les conditions objectives pour un tel changement sont largement existantes dès à présent; le tournant dépend désormais, plus que par le passé, en grande partie de l'action des opposants au sein du PCF, c'est-à-dire par conséquent aussi en partie par notre propre sur et dans le PCF.

La situation nouvelle est le produit des développements de trois facteurs :

- a) la crise internationale du stalinisme, avivée par le différend sino-soviétique et entrée dans une phase nouvelle avec la chute de Khroutchev ;
- b) le déséquilibre introduit dans la direction du PCF à la suite de la mort de Thorez qui en était le pivot et l'arbitre ;
- c) bien que pour l'instant encore d'un effet moindre, les problèmes posés par la situation économique, politique et sociale en France, et qui, dans l'année qui vient, tourneront autour de l'élection présidentielle.

La crise internationale du stalinisme

Nous résumerons succinctement les positions développées dans les documents de notre Internationale.

La crise du stalinisme a ses causes profondes dans la montée de la révolution mondiale et, en conséquence, dans l'affaiblissement de la bureaucratie soviétique par rapport aux masses de la société soviétique, aux autres Etats ouvriers et aux mouvements

de masse ainsi qu'aux partis communistes dans le reste du monde.

L'hégémonie de la bureaucratie soviétique, qui fut mise en cause au lendemain de la guerre dans le conflit soviéto-yougoslave, a été fortement atteinte et même en partie détruite par le différend sino-soviétique. Le monolithisme stalinien se trouve désormais brisé. Des tendances politiques divergentes se sont manifestées, soit vers la gauche (Chine, Vénézuéla,...) soit vers la droite (Italie). Des Etats comme la Roumanie suivent maintenant une politique indépendante à l'échelle internationale sans avoir rompu officiellement avec les organismes existants entre Etats ouvriers. (pacte de Varsovie, Comecon) ;

Les divergences qui se sont manifestées portent sur les problèmes fondamentaux pour le mouvement ouvrier à notre époque, voies révolutionnaire ou pacifique au socialisme, rapports internationaux et problèmes de la paix et de la guerre, révolution coloniale et révolution mondiale, problèmes de la construction de la société socialiste, rapports entre Etats ouvriers, etc...

Tous ces problèmes posent en fin de compte le problème de l'Internationale communiste et des rapports entre les organisations nationales et un centre international.

Les années de stalinisme, de domination sans forte contestation de l'hégémonie de la bureaucratie soviétique et l'existence de partis communistes à directions bureaucratiques qui ont été élevés à l'école de Staline font que cette crise charie une confusion considérable. L'un des aspects encore dominant est que la rupture du monolithisme à l'échelle internationale ne l'est quasiment ^{pas} à l'échelle nationale. Les différenciations au sein des partis communistes sont beaucoup plus faibles qu'à l'échelle internationale.

Cependant, les difficultés rencontrées par la bureaucratie soviétique, les atteintes à son prestige, la menace d'une rupture ouverte à l'échelle internationale et l'échec de la convocation de la conférence préparatoire prévue pour le 15 décembre, ont contraint la bureaucratie soviétique à changer son principal dirigeant et porteparole, en le chargeant comme bouc émissaire, et à chercher à trouver de nouveaux rapports avant tout avec les autres Etats ouvriers et avec les partis communistes.

Mais cette opération faite dans des conditions inhérentes au régime politique de la bureaucratie, en exposant de façon visible pour la première fois à de grandes masses l'inexistence de démocratie dans ce régime -- en dépit du caractère libéral qu'il a acquis par rapport à l'ère de Staline -- a affaibli davantage cette bureaucratie et a stimulé l'esprit critique. Même les directions bureaucratiques des partis communistes ont dû tenir compte de l'effet ainsi produit.

La nouvelle direction de Moscou est formée d'éléments qui ont éliminé Khrouchtchev pour des raisons différentes et dans des buts non identiques. Par suite, elle présente un caractère d'instabilité qui ne manquera pas de se manifester. Quant à la politique qui peut en résulter, on peut dire que des réformes, des modifications de ton et de comportement ne peuvent tout au plus donner que des effets éphémères, la crise du stalinisme ayant des causes profondes que non seulement la bureaucratie ne peut résoudre mais qui ne trouveront de solution véritable que dans la destruction du régime bureaucratique dans les Etats ouvriers et dans la reconstruction d'une nouvelle direction et de nouveaux partis révolutionnaires dans le mouvement ouvrier.

Le PCF s'est montré un des partis les moins sensibles à la crise internationale du stalinisme. Membres d'un parti qui occupe une position majoritaire dans la classe

ouvrière française, les militants du PCF tout en étant affectés par la crise internationale du stalinisme, sont essentiellement déterminés par les problèmes plus spécifiques de la politique française. Ainsi, en 1956, le XX^{ème} Congrès s'est surtout combiné à la guerre d'Algérie et aux votes des pouvoirs spéciaux par les élus du PCF. Une crise majeure du PCF dépendra vraisemblablement d'une telle combinaison de problèmes français avec les questions soulevées par la crise internationale du stalinisme. Celles-ci ont eu pour effet de nourrir un malaise profond dans les rangs du PCF et de porter atteinte à l'autorité des dirigeants de ce parti. Rappelons que la direction du PCF fut d'abord en pointe contre les yougoslaves lors de la rupture soviéto-yougoslave; puis qu'elle se montra la plus rétive à la "dés-stalinisation", Thorez hésitant à soutenir Khrouchchev aussi longtemps que le groupe Molotov-Kaganovitch lui paraissait avoir des chances de l'emporter; enfin qu'elle fut à nouveau en pointe dans la lutte contre la direction chinoise jusqu'à la chute de Khrouchchev. Sur tous ces points, le malaise et les doutes refoulés par des méthodes bureaucratiques ne manqueront pas de se transformer en critiques violentes lorsque la crise qui couve dans le PCF percera au grand jour.

La direction post-thorezienne.

La disparition de Thorez est venue s'ajouter aux difficultés du PCF en une période de crise profonde du système bureaucratique. Non seulement Thorez était le pivot, l'arbitre indiscuté de la direction du PCF, mais son autorité était encore telle que même les opposants les plus farouches se permettaient rarement de faire des remarques critiques à son sujet ouvertement dans le parti.

Aucun des dirigeants actuels ne dispose d'une telle autorité dans le parti. La direction du PCF comporte d'une part de vieux éléments (Frachon, Duclos, etc...) et d'autre part quelques éléments relativement jeunes (Leroy, Marchais, etc...) entre lesquels vient se situer le secrétaire général actuel, Waldeck-Rochet, qui n'a d'autre passé que celui d'un membre de l'appareil qui a gravi à peu près régulièrement tous les échelons de la hiérarchie du parti. Thorez avait éliminé de la direction tous ceux qui lui paraissaient susceptibles à un moment de constituer un centre de ralliement (tout d'abord Marty, plus tard Servin et Casanova).

Il en résulte que la direction présente est dépourvue d'autorité dans le parti, ainsi que dans l'appareil, et qu'elle ne contient apparemment aucune personnalité qui, jusqu'à présent, ait montré même une velléité de donner une impulsion et des initiatives au PCF. Depuis la mort de Thorez, cette direction s'est surtout caractérisée par la routine, l'absence d'initiatives, le soin de ne rien faire qui pourrait entraîner des discussions, des différences, des problèmes nouveaux. Déjà la chute de Khrouchchev en URSS est venue apporter quelques troubles dans le ronron de cette direction; d'autres événements importants exigeant des prises de position ne manqueront pas de mettre en lumière le déséquilibre et l'impuissance des poulains de Thorez.

La situation française

La défaite de mai 1958, le règlement de la guerre d'Algérie, la conjoncture économique relativement bonne, ont contribué à favoriser l'apathie politique du pays recherchée par le régime gaulliste, avec comme exutoires sporadiques des référendums publicitaires sur des questions soigneusement choisies et formulées par le pouvoir. Cette apathie sur grande échelle n'est nullement incompatible avec une

maturation dans la pensée politique ni aussi avec des manifestations de masse de chaque catégorie sociale pour ses intérêts économiques spécifiques. Néanmoins la multiplication des manifestations revendicatives contribue à l'usure d'un régime qui repose largement sur la personne de de Gaulle, qui détruit des vieilles structures verrouillées mais qui n'édifie pas un système équilibré et viable.

Du fait que la conjoncture économique était relativement bonne, le pouvoir a pu largement manoeuvrer en face d'intérêts de catégories qui se présentaient en ordre dispersé. L'un des plus grands avantages du régime est que ouvriers de l'industrie privée d'une part, ouvriers à statut et fonctionnaires d'autre part, n'étaient pas mûs simultanément, les travailleurs de l'industrie privée (surtout les catégories qualifiées) parvenant à obtenir des améliorations de leurs conditions sans avoir à mener en général des mouvements de grande ampleur.

Cependant, comme nous l'avons signalé depuis 1959, l'avènement du régime gaulliste a engendré dans les profondeurs de la classe ouvrière un courant unitaire qui, bien qu'il n'ait pris aucune forme spectaculaire, a été ressenti par la direction de la SFIO et qui a créé une situation nouvelle au sein de la classe ouvrière après environ quinze années de "guerre froide".

La situation dans la période qui vient sera affectée par les facteurs suivants:

- a) l'évolution de la conjoncture économique; où les signes annonciateurs d'une stagnation et peut-être même d'une récession se sont manifestés.
- b) l'élection présidentielle de 1965.

L'évolution actuelle de la conjoncture économique est en train de provoquer des tensions très grandes en Europe, que ce soit dans les pays du Marché commun ou dans ceux qui n'appartiennent pas à la C.E.E. La concurrence accrue amène patrons et gouvernements à s'opposer aux revendications ouvrières, notamment en matière de salaires. En France, cela peut contribuer à aider à l'unité d'action de toutes les catégories de la classe ouvrière, ainsi qu'à une unité d'action des centrales syndicales, en dépit des résistances de F.O. à l'unité d'action avec la CGT. La transformation récente de la CFTC en CFDT menace en premier lieu FO qui n'a guère fait d'effort d'adaptation comparable à celui de la SFIO sur le plan politique, que ce soit dans le domaine du militantisme ou dans celui des rapports avec la CGT.

Mais c'est l'élection présidentielle qui constituera le principal centre de préoccupation politique dans la période qui vient, et tous les problèmes nationaux et internationaux viendront s'appliquer sur cette élection.

Une conjonction de tous les opposants à de Gaulle étant impossible, surtout après la faillite de la conjonction des NON aux élections législatives de 1962, les conditions auraient pu être bonnes pour une candidature de front unique ouvrier face à de Gaulle à condition qu'une telle candidature ait été présentée non comme le moyen de changer le régime par le bulletin de vote, mais comme une étape dans la mobilisation des masses vers des actions et des luttes de très grande ampleur pour renverser le régime gaulliste.

Mais la politique réformatrice des deux directions, socialiste et communiste, prépare la campagne présidentielle dans des conditions funestes pour le front unique ouvrier en général, et plus particulièrement pour le PCF.

Dans la SFIO, des manoeuvres ont réussi à imposer la candidature néo-capitaliste et pro-américaine de Defferre. Une telle candidature, tournée à droite vers les radicaux, les républicains de gauche, etc.. ne peut guère mordre de ce côté; il

suffit de noter la position prise à son égard par le MRP. La candidature Defferre est certes en contradiction avec l'orientation Mollet qui envisage un rapprochement timide du PCF, mais la social-démocratie a toujours enfermé, dans des rapports variables, ces deux orientations, et ce n'est qu'à des moments de crise très aigue qu'une dissociation peut se produire entre elles. Tandis que le régime de Gaulle par son existence nourrit la tendance unitaire à l'égard du PCF, la montée de la social-démocratie en Europe (Angleterre, Allemagne) servira dans l'immédiat au renforcement du courant Defferre.

La candidature Defferre constitue un obstacle sur la voie du front unique ouvrier. La direction du PCF ne peut, en raison de son alignement sur la politique soviétique de "coexistence pacifique" et des "voies pacifiques" au socialisme, proposer une candidature de front unique sur un programme de transition. Elle défendra à la fois une perspective de "démocratie véritable" de renversement pacifique du régime personnel, et aussi une politique "nationale". Une telle politique agit contradictoirement. La "démocratie véritable" et les "voies pacifiques" nourriront les tendances à voter pour Defferre, quel que soit son programme, comme le moyen d'éliminer de Gaulle et le pouvoir personnel, et de rétablir un régime démocratique. La politique "nationale" s'opposera à un vote Defferre, mais auprès d'électeurs avariés, de Gaulle qui mènera sa campagne autour de la "grandeur" et de "l'indépendance" de la France apparaîtra plus capable de les assurer que le PCF.

Ces contradictions pourraient commencer à se manifester dès la préparation des élections municipales qui seront un prélude très important à la campagne présidentielle.

Une perspective de luttes ouvrières plus âpres, une période confrontations politiques qui accentueront les contradictions de la politique du PCF, peuvent dans la période qui vient contribuer à faire mûrir considérablement la crise au sein des dirigeants et des cadres du PCF et, par suite, au sein de ce parti tout entier.

L'état intérieur du PCF

Le limogeage de Khrouchtchev a permis de révéler l'état du PCF et contribué à aggraver cet état.

La direction, par ses communiqués successifs et par le compte-rendu incomplet du Comité Central, a montré que, désenparée à la suite de la disparition de Thorez, elle a voulu d'abord détourner l'attention du parti de cette question, puis que ne pouvant y parvenir, elle a cherché à gagner du temps et à s'aligner sur Moscou sans endosser à son compte cependant ce qui s'y était fait.

Pour la première fois au CC se sont manifestés des points de vue très critiques de la direction soviétique; mais l'unanimité de façade est encore maintenue devant le parti et devant les masses.

La chute de Khrouchtchev a secoué profondément l'ensemble du PCF, d'une façon incomparablement plus grande que lors du XX^{ème} Congrès et des événements qui s'ensuivirent. Près de 600 lettres auraient été envoyées au CC. Dans les cellules et les sections, des militants en grand nombre ont exprimé des doutes, des désaccords non seulement sur l'événement même et le comportement de la direction, mais aussi sur le passé, ramenant à la surface toute une série de problèmes que le régime bureaucratique du PCF avait refoulés mais non résolus. La résolution du CC n'a pas suffi à arrêter les questions et les discussions.

L'affaire Khrouchtchev a accru considérablement le malaise. Il y a tout lieu

de penser que, de par l'accumulation des mécontentements au cours de nombreuses années, la crise du PCF lorsqu'elle se déclenche prendra un caractère brutal et violent comme ce n'est par exemple pas le cas dans le PC italien.

La crise qui s'était manifestée dans l'UEC depuis plus de trois ans commence à présent à s'étendre, mais sous des formes différentes, dans la JC. Il ne s'agit pas en général d'oppositions idéologiques, mais d'oppositions à certaines activités de la JC, au contenu de son journal et de revendications pour une politisation de l'organisation.

Bien que le nombre des opposants se soit accru et que ceux-ci se soient exprimés, il ne semble pas que les oppositions existantes aient recruté. A vrai dire, en dehors d'une opposition pro-chinoise numériquement faible, la seule opposition sérieuse est celle de "UNIR" qui est moins une organisation qu'une tribune offerte par un noyau anonyme sans contours politiques précis, à tous ceux qui veulent se faire entendre dans le PCF. Mais on observe la tendance à des regroupements locaux, sous forme de prises de contact entre opposants pour avoir des discussions impossibles normalement dans le PCF et pour mener une activité concertée au sein des organismes de ce parti.

Nos tâches.

a) le travail indépendant.

Plus que jamais, notre travail indépendant doit être orienté en direction d'une action sur les membres du PCF, tout d'abord par la formulation de notre politique de manière critique par rapport à celle du PCF, ensuite en prenant pour point de départ les doutes et les critiques répandus parmi les membres du PCF et en les développant en direction de notre politique.

Nous ne revenons pas ici sur la politique de notre parti, à savoir la lutte pour le front unique ouvrier sur la base d'un programme de transition dirigé contre le régime gaulliste et pour l'instauration d'un gouvernement ouvrier-paysan de front unique des organisations ouvrières.

Notre critique de la politique du PCF doit viser en tout premier lieu le fait qu'elle est incapable de réaliser le front unique en dépit de tous les propos de la direction à cet effet. Plus que jamais la question de la candidature présidentielle montre que, malgré la force électorale du PCF, la direction ne sait comment transformer celle-ci en force capable de peser sur les décisions et le comportement du parti socialiste: ou bien le PCF enregistre des refus d'élaborer un programme commun, ou bien il obtient des signatures socialistes au bas de textes sans que la question du front unique avance réellement.

Notre critique doit aussi souligner que le programme de "démocratie véritable", illusoire par rapport à la situation objective, ne peut apparaître comme une garantie pour de larges couches ouvrières, même réformistes, en raison de ce que, quel que soit le régime futur, le PCF se montre incapable de rompre carrément avec le stalinisme et ses séquelles.

Sur le plan de la politique syndicale, notre critique doit porter sur la carence de la direction communiste de la CGT à peser d'une manière offensive envers les autres centrales la question de l'unité syndicale, avant tout par incapacité d'accepter le droit de tendance au sein du mouvement syndical.

b) le travail au sein du PCF

Notre travail dans le PCF découle de notre analyse de l'évolution de ce parti, déjà faite lors de nos précédents travaux. La perspective de différenciations au sein de ce parti et finalement de son éclatement nous paraît se préciser: le freinage de la crise de ce parti par son appareil l'un des mieux rodé de tout le mouvement communiste ne fait que rendre plus inévitable l'explosion violente des contradictions jugulées jusqu'alors.

Notre perspective à un moyen terme est donc de dégager dans ce parti une tendance révolutionnaire qui sera l'embryon reconstituteur en France d'un parti révolutionnaire. Pour en arriver là une série d'étapes est nécessaire.

A court terme, il nous faut d'abord susciter dans la base de ce parti un esprit critique facilement alimenté par la crise du mouvement communiste. Dans les cellules et les sections, nous devons utiliser les problèmes posés devant les militants par l'actualité en insistant sur les lignes de faiblesse de la direction et sur la sensibilité politique des militants. A ce niveau, plusieurs sujets peuvent être abordés: critique du manque d'informations de l'Humanité, questions multiples sur la crise du mouvement communiste, (existence de tendances, qui gouverne en URSS ? etc...). Sur les problèmes intérieurs, il faut partir de l'inquiétude des militants devant l'absence de perspectives claires; pour cela nous devons, afin de parler le même langage, partir du programme du parti en montrant les points faibles, par exemple: étape de transition entre le gaullisme et la Constituante. De même en ce qui concerne l'unité, on ne peut considérer comme étant négative, la réaction teintée de sectarisme, d'hostilité à la SFIO, chez de nombreux militants, cette réaction recouvrant souvent un rejet du pire opportunisme. Il s'agit d'utiliser cette sensibilité pour définir une juste conception de l'unité, et être prêt de la sorte à critiquer un éventuel ralliement à Defferre.

Pour être entendu, il faut s'efforcer de participer pleinement aux activités du PC (journaux, CDH etc...) sans pour autant perdre son temps dans une série de tâches non politiques qui ne nous apportent rien. Il convient de se souvenir que notre but n'est pas de construire le PCF mais à partir du PCF un nouveau parti communiste révolutionnaire: il nous faut donc être dans le PCF de bons militants pour la base, mais non pas pour l'appareil, actifs, mais critiques.

Le développement de l'esprit critique à la base permettra de faire apparaître chez les militants une série d'interrogations et de critiques jusqu'alors soigneusement cachées et accumulées. Lors de certaines crises (exemple: démission de K.) il est nécessaire d'aller un peu plus loin, de façon à polariser les plus politisés et les plus critiques de la section ou cellule. A partir de là, les discussions après la cellule, avec ces militants, permettrait d'avancer plus rapidement - la progression d'un militant qui prend conscience d'avoir été trompé, s'accélère très vite; il réclame à un certain moment toute une série d'explications. C'est à ce niveau que l'on pourra envisager la création de groupes de 2, 3 ou 4 camarades pour qui la perspective oppositionnelle deviendra la seule raison de continuer à militer. Ces groupes devront à leur tour impulser et coordonner les discussions des cellules ou sections, suivre l'évolution de chacun, et, en outre, organisés, ils pourront plus aisément décider du choix d'un secteur de travail où les militants oppositionnels pourraient acquérir une certaine base de masse et permettre, par l'expérience qu'ils donneront, une accentuation de la prise de conscience de la cellule (exemple: Comité de paix offensif, création de cercles IC, direction de section syndicale etc..), afin que nos critiques puissent sans cesse s'alimenter

d'expériences concrètes.

C'est seulement au cours d'une prise de conscience politique critique que pourrait être posés les problèmes de la démocratie intérieure, du fait que la démocratie interne n'est jamais apparue comme un besoin en soi, abstrait mais à la fois comme le moyen et le droit de s'exprimer lorsque l'on a quelque chose à dire qui n'est pas dit par ceux qui dirigent. De ce point de vue, certains passages du Testament de Togliatti devront être utilisés.

Certes, aujourd'hui, n'existent pas encore de conditions objectives permettant de constituer une fraction nationale, cependant la coordination des différents groupes se posera à un certain moment, et d'abord des groupes déjà organisés. De ce point de vue, UNIR doit être utilisé comme une tribune de l'opposition et aujourd'hui comme un lieu de rencontre conjoncturel entre différents courants. Notre travail doit nous permettre de faire progresser toute une série de militants qui s'y trouvent rassemblés.

La montée à certains postes dirigeants est importante pour nous. Mais, elle ne peut se faire au détriment du travail de base. Toute montée dans l'appareil doit se faire sur une base politique critique, (c'est dire qu'il est difficile aujourd'hui de dépasser le stade du comité de section). Toute autre "intégration" dans l'appareil ne peut nous faire apparaître que comme de bons défenseurs de la direction auprès des militants et même par là notre raison d'être dans ce parti qui n'est pas le nôtre.

L'essentiel est donc aujourd'hui de comprendre la situation favorable créée par la nouvelle phase de la crise internationale du stalinisme, et, partant de là, d'opérer dans le P.C.F. un entrisme plus dynamique que par le passé.

Résolution N° 2

Le Comité Central affirme son approbation à la décision du CEI, suspendant les membres mineurs qui refusent la discipline internationale et les règles du centralisme démocratique de notre organisation mondiale.

Résolution N°3

- Le C.C. blâme le camarade Jean pour son attitude indisciplinée.
- mandate le BP pour redresser la situation à Vernon. En attendant exige qu'aucune action n'engage l'avenir.

Résolution N°4

Le C.C. charge les camarades Frank et Lenoir de le représenter à la cellule Lesoil pour y exposer la conception du parti dans la question du travail au sein d'autres organisations qui doit s'exercer dans le respect du centralisme démocratique.

Ces camarades rapporteront au BP qui prendra les mesures appropriées.

II - COMPTE-RENDU SOMMAIRE DU C.C. DES 19 ET 20 DECEMBRE 64

Séance du samedi 19

Présents : Ramos, Pierre, Laurent, Cadot, Audran, Eric,
Arnold, Lenoir, Maurel, Michard, Berry, Dumas

Suppléants : Claus, Alfred

Commission de Contrôle : Bruno

Excusés : Robert, Max, Sandor, Privas

Suppléants : Masson, Colette, Luisant

Commission de Contrôle : Anselme

I - Situation dans le P.S.U.

Rapport de Ramos

Interventions de Lenoir, Cadot, Berry, Michard, Duret, Eric

Réponse de Ramos

II - Rapport sur l'état de l'organisation

Rapport de Ramos

Interventions de plusieurs camarades

Le prochain C.C. prendra une décision sur le prochain
Congrès du Parti

1ère séance du dimanche 20

Présents : Ramos, Pierre, Robert, Laurent, Cadot, Audran,
Eric, Arnold, Ivin, Maurel, Michard, Berry, Dumas

Suppléants : Claus, Alfred, Colette, Luisant, Jean

Commission de Contrôle : Bruno

Excusés : Max, Sandor, Privas, Lenoir

Suppléants : Masson

Commission de Contrôle : Anselme

III - Situation dans le P.C.F. et tâches

Rapport de Pierre

Contre-rapport de Maurel

2ème séance du dimanche 20

Présents : en plus Lenoir

Interventions de : Ivin, Michard, Ramos, Berry, Dumas, Arnold, Robert, Eric, Cadot, Laurent, Luisant, Claus, Lenoir, Audran

Réponses de Maurel, Pierre

IV - Votes

a) sur la situation dans le P.C.F. et tâches

Texte majoritaire (ligne générale)

Pour : 8 Contre : 5 Abstentions : 1 (Cadot)

Adopté. (résolution n°1)

Texte minoritaire (ligne générale)

Pour : 5 Contre : 9

Repoussé.

b) sur le P.S.U.

Texte Ramos

Pour : 5 Contre : 6 Abstentions : 3 (Cadot, Robert, Laurent)

Repoussé.

Texte Lenoir

Pour : 5 Contre : 8 Abstentions : 1 (Laurent)

Repoussé.

Il est décidé que la question sera renvoyée au B.P. pour trouver une solution en fonction des conditions concrètes.

c) Appel est adressé à tous les membres du Parti pour verser une contribution exceptionnelle en aide à la section bolivienne, à nouveau engagée dans une situation exceptionnellement importante. Date limite : 15 janvier. Il est envisagé une moyenne de 10 francs par membre.

d) Présentation d'une résolution par Lenoir à propos du prochain C.E.I.

Une résolution opposée par Ramos: Vote alternatif sur les deux résolutions :

Résolution Lenoir : Pour : 5 Repoussée.

Résolution Ramos : Pour : 8 Adoptée. (résolut. 2)

.../...

e) Problèmes d'organisation.

a) Cellule de Vernon

Résolution Pierre-Pomou Four : 8 Contre : 5

Adopté. (résolution n° 3)

b) Cellule Lesoil

Adoption de la résolution à l'unanimité (résolut. 4)

Résolutions repoussées.A) LES CONDITIONS DE LA CRISE DU P.C.F.

(Projet de résolution pour le C.C. présenté par la minorité du B.P.)

En France, la tâche première de la IV^e Internationale reste la constitution d'un parti marxiste révolutionnaire lié aux masses ouvrières.

Un tel parti ne peut naître, en réalité que comme parti de masse et notamment au travers d'une crise au sein du P.C.F. Ce dernier continue à jouer en effet un rôle particulier dans la classe ouvrière française. Il est l'organisateur des luttes immédiates, le seul recours des masses ouvrières devant le grand capital. Ses militants constituent l'ossature et la direction du mouvement des masses.

Notre objectif est donc d'œuvrer pour que s'opère la jonction entre le programme marxiste révolutionnaire et un large secteur des actuels militants ouvriers du P.C.F.

A de multiples reprises nous avons insisté sur les conditions de cette restructuration du mouvement ouvrier français, de cette nécessaire "révolution politique" du P.C.F. Ces conditions peuvent se résumer dans la conjonction de deux facteurs : une élévation de la combattivité et de la conscience politique des masses, une crise de direction dans le P.C.F.

Il est en effet nécessaire qu'au travers de luttes de classe concrètes apparaissent aux militants ouvriers de nouveaux objectifs politiques. Encore faut-il qu'ils aient confiance dans la direction de leur parti pour s'orienter vers ces nouveaux objectifs. Evidemment l'importance respective des deux facteurs ne peut être mesurée a priori. Il est ainsi clair qu'en cas d'achèvement de la révolution

// Il est donc indispensable d'apprécier à chaque phase de la
// crise du mouvement ouvrier français et international,....

// politique en U.R.S.S., la montée des masses n'aurait plus
la même importance pour la restructuration du mouvement ouvrier
français/et international, dans chaque situation économique et
politique internationale et nationale, les répercussions
immédiates ou prévisibles sur la crise spécifique du P.C.F.

I - LA SITUATION FRANÇAISE.

a) Les derniers mois ont vu une affirmation du caractère bonapartiste du régime. Ceci se traduit notamment par la mise sous tutelle gouvernementale de toutes les instances administratives (renforcement des pouvoirs préfectoraux, surveillance renforcée des municipalités, installation de districts, prise en main des conseils d'administration des HLM, des caisses des écoles). Ceci est en réalité la conséquence du mécontentement accru de la classe ouvrière devant les mesures économiques du gouvernement et de l'échec de la politique menée contre le mouvement ouvrier par celui-ci.

Mais parallèlement l'appui au régime de larges couches de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie ne s'est pas démenti.

b) L'impossibilité où se trouvent les partis ouvriers à s'intégrer au système sans avoir immédiatement leur existence menacée les conduit à unir leurs efforts. Mais ces partis continuent néanmoins de promouvoir une politique réformiste, même si le P.C.F. prend de fait des distances avec le parlementarisme outrancier qu'il pratique sous la IV République. Cependant les revendications immédiates des masses exigeraient par leur nature et le contenu, des perspectives socialistes clairement affirmées. Pour le secteur public une élévation substantielle des salaires ne peut être espérée que d'un changement radical de régime. Les satisfactions momentanées obtenues sont encore plus vite résorbées que sous les gouvernements précédents. Pour le reste de la classe ouvrière, les problèmes auxquels il se heurte sont ceux posés par la concentration et l'aménagement économique, plus encore que les questions de salaire.

Enfin, pèse lourdement le passé. L'apathie politique de la classe ouvrière trouve ses origines dans l'orientation réformiste des directions traditionnelles. Mais ceci a conduit à une détérioration du niveau de conscience politique des masses qui n'ont plus confiance en leurs forces.

Dans l'immédiat, il est fort peu vraisemblable que les directions sociales-démocrates et centristes post-staliniennes mettent en avant des mots d'ordre de rupture qui pourraient suppléer dans les premières phases à un programme de transi-

tion. Il est donc vraisemblable que sauf brusque détérioration de la situation économique, les luttes resteront confinées aux revendications syndicales, pouvant atteindre une grande ampleur.

Dans l'hypothèse toujours la plus vraisemblable où les causes "nationales" joueront un rôle déterminant dans la restructuration du mouvement ouvrier français, la condition de celle-ci sera finalement des modifications importantes des conditions de vie de la classe ouvrière française.

Si l'on tient compte de la politique des monopoles, tendant à l'élargissement du marché intérieur, ce n'est que dans une situation économique grave que des atteintes sérieuses seront portées aux salaires des secteurs économiquement et politiquement décisifs de la classe ouvrière.

II - LE MOUVEMENT COMMUNISTE MONDIAL.

a) La chute de Khrouchtchev marque une tentative de la direction soviétique de garder bien en main le processus de déstalinisation. Khrouchtchev tentait de répondre pragmatiquement aux nécessités pressantes de la société soviétique. Mais les moyens proposés par lui accélèrent involontairement le processus de révolution politique. Quoiqu'en désaccord sur des points essentiels, la quasi unanimité des dirigeants soviétiques s'est coalisée pour mettre fin au cours Khrouchtchévien. La majorité d'entre eux tentent aujourd'hui de définir une "déstalinisation" dans l'ordre. Dans cette direction apparaîtront des courants conservateurs et libéraux et avec cette opposition reviendra un cours apparemment chaotique.

Malgré des paliers, des arrêts, sous le coup des pressions économiques et politiques que libère dans son développement la société soviétique, la résultante entre les politiques, souhaitée et possible, de la part de la direction soviétique, restera orientée à gauche. Loin de voir l'instauration d'un nouveau monolithisme de la bureaucratie, cette nouvelle phase du processus de la révolution politique verra s'élargir les différenciations internes de la bureaucratie soviétique. Elle s'achèvera avec l'intrusion des masses sur le devant de la scène politique et la restauration de la démocratie soviétique.

b) Le conflit sino-soviétique, après un arrêt dû à l'utilisation accessoire de KHROUCHTCHEV comme bouc émissaire va reprendre. Libérée de la crainte d'un écrasement par les impérialistes, la bureaucratie soviétique et notamment les tendances libérales accepteront le développement de la révolution coloniale. Elle annihilera ainsi le sujet de bataille préféré de la bureaucratie chinoise, qui d'ailleurs s'avère particu-

.../...

lièrement opportuniste devant les bourgeoisies anti-américaines et même supposées anti-américaines.

Le conflit sino-soviétique par ses effets renforce ceux de la crise interne de la bureaucratie soviétique et porte plus loin la tendance à l'autonomie des P.C.

Mais la bureaucratie chinoise n'offre pas de possibilités directes au développement de courants révolutionnaires dans les P.C. La bureaucratie chinoise n'est parvenue au même degré d'autonomie et de structuration que son homologue soviétique à l'époque de Staline et ne peut y parvenir. Néanmoins, dans le contexte social et économique qui est le sien, elle a de bonnes chances de stabilité pour les années à venir. Partant on ne peut nullement tabler sur une désagrégation de cette bureaucratie politique et une évolution vers le balchevisme. Au contraire, son expérience propre lui a fait retrouver pour sa défense une partie des arguments mis en avant par la bureaucratie stalinienne, pour justifier et étayer sa politique nationale et internationale. Dans une certaine mesure le "stalinisme" se prolonge non plus seulement comme phénomène politico-social mais comme idéologie de la bureaucratie. Corrélativement, les Chinois apportent une réponse erronée au problème théorique majeur de l'époque : comment construire le socialisme ?

Les P.C. devront chercher leur propre voie de façon autonome, les contraignant ainsi à faire un pas supplémentaire vers leur effective déstalinisation. En raison de la tendance croissante à l'autonomie, les nécessités de la lutte de classe en France tendront à prendre le pas pour la détermination de la ligne, sur le soutien opportuniste de la diplomatie soviétique.

La moins grande dépendance vis-à-vis du P.C.U.S. qui crée des conditions favorables à l'apparition de courants, voire de tendances à une étape ultérieure, le fait que le P.C. reste le cadre privilégié pour notre travail de masse en vue de la construction du Parti révolutionnaire, ne signifient pas, bien qu'on ne puisse en exclure l'hypothèse, obligatoirement que pour nous le P.C. en France, en tant que tel, soit redressable.

c) En effet la caractéristique dominante dans le mouvement communiste mondial est la tendance à la détermination autonome des P.C. La disparition de l'hégémonie absolue de la bureaucratie soviétique en URSS et dans le mouvement communiste mondial est la cause première de cette tendance. Il devenait en effet impossible de justifier l'existence des P.C. par le suivisme à l'égard de Moscou où les héritiers infailibles de la révolution d'octobre étaient censés siéger.

.../...

De surcroît, les courants libéraux de la bureaucratie soviétique admettent, certes avec réticences, cette évolution. Les P.C. doivent donc asseoir sur leur propre politique les liens qu'ils ont avec les masses ouvrières de leur pays.

Dans ce cours surgissent les contradictions léguées par le stalinisme. Il tend à apparaître des courants véritablement sociaux-démocrates reprenant les pratiques réformistes et les justifications nationales de l'époque antérieure, pour les développer et les porter à leurs ultimes conséquences. Par ailleurs, la filiation avec la révolution d'octobre et le léninisme trouvera son prolongement dans des tendances centristes et révolutionnaires. Il dépend du contexte national, et international - dans lequel la révolution coloniale joue toujours le principal rôle révolutionnaire - mais aussi de l'avance de la révolution politique en URSS, des réponses apportées par le marxisme révolutionnaire que le rapport des forces entre les deux tendances soit plus ou moins positif.

Cette phase de l'autonomie, du polycentrisme, est un mal nécessaire. C'est le prix du passé stalinien, c'est la condition du partage des deux courants qui résulteront dans les pays capitalistes du "communisme stalinien". Condamner les courants d'autonomie au nom du principe abstrait de l'internationale serait passer à côté des voies de construction de la nouvelle internationale. L'acceptation de ces voies réclame simultanément la défense propagandiste d'une internationale communiste dont le côté démocratique doit être particulièrement souligné.

d) Dans l'étape actuelle le mouvement communiste post-stalinien présente des faces étonnamment contradictoires. Aucun des états ouvriers, aucun des partis communistes ne sont plus proprement staliniens, aucun n'a cessé de l'être de quelque manière. Notre appréciation du devenir des divers courants doit partir de leur politique présente dans l'interaction avec leurs conditions particulières.

Mais aujourd'hui aucun des pôles politiques qui apparaissent dans le mouvement communiste, ne peuvent apporter de réponse globale aux problèmes que se posent les militants communistes les plus avancés.

III - LE P.C.F.

a) La mort de THOREZ, la défaite de KHROUCHTCHEV ont précipité plus vite le P.C.F. dans le courant du mouvement communiste mondial. Jusqu'à présent il avait pu rester un des derniers fidèles au suivisme stalinien à l'égard de la diplomatie soviétique. Il est maintenant en train de tenter de

.../...

rétablir ou d'établir des liens nouveaux avec la classe ouvrière française.

Mais il ne bénéficiera plus de la présence à sa tête d'un arbitre incontesté. THOREZ ne sera pas remplacé. La situation nouvelle a fait apparaître dans les milieux dirigeants du P.C.F. une lutte de clans qui ne se recoupe encore qu'imparfaitement avec des divergences politiques. A la base, l'esprit de recherche, de critique devient de plus en plus développé et admis.

b) La C.G.T., sous l'influence du P.C.F., a porté son action au niveau des revendications immédiates. Il reste que les syndicats patissent de l'absence d'une ligne révolutionnaire. Ceci pèse d'autant plus que la nature des combats où se trouve engagée la classe ouvrière exige, plus que jamais, un programme de transition et notamment la revendication du contrôle ouvrier à tous les échelons. Mais davantage qu'aux syndicats cette carence est imputable aux partis ouvriers.

Ceci conduit à laisser isolées les luttes contre les effets de la concentration et la modernisation, alors même que le chômage technologique qui fait ainsi son apparition au moins dans certaines régions, est en réalité le problème central. On peut donc craindre que ces luttes revendicatives, **quelle que soit leur ampleur, ne portent pas une atteinte directe au pouvoir, ne tracent pas automatiquement une voie vers le pouvoir.** Dans cette mesure ces luttes, tout en élevant la politisation du P.C.F., ne seront pas un élément suffisant de polarisation.

c) La phase actuelle de la crise du P.C.F. peut donc être caractérisée comme celle de la critique, du doute, de la recherche, de la discussion, mais pas celle de la polarisation. La confusion politique qui règne dans le mouvement communiste mondial ne permettant pas davantage aux militants ouvriers du P.C.F. de trouver une nouvelle ligne d'intervention dans la société française.

Dans d'autres partis comme le P.C. Italien au travers des discussions sur l'alternative ouvrière, les deux courants évoqués se dessinent de façon beaucoup plus accentuée. L'équilibre du parti est là à la merci d'une remontée des masses. Mais cette phase qui approche de sa fin de l'autre côté des Alpes commence ici. Sans doute la phase de la critique peut durer en France d'autant moins qu'elle a été plus longtemps contenue, d'autant que l'évolution en URSS mais aussi dans le reste du mouvement communiste comme en Italie jouera d'une façon accrue.

.../...

d) Mais les discussions dans le P.C.F. aboutissent encore à la formation de noyaux plus ou moins oppositionnels. Ceux-ci apparaissent dans des bureaux de cellules, plus rarement dans des directions de sections, quelquefois même dans des directions fédérales. Il est également à peu près certain que parmi les cadres élevés du P.C. des groupes, aux politiques plus ou moins divergentes, apparaissent. Mais à ce niveau, les ambitions personnelles semblent peser davantage que les désaccords politiques. En matière générale, le niveau de ces groupes reste extrêmement bas, et ils s'avèrent encore incapables de définir une ligne politique véritablement opposée. Ils ne font que refléter les caractéristiques générales de la crise actuelle du P.C.F. Ils ne peuvent pour ces raisons trouver de structure véritable et assurer leur maintien. Il est remarquable, par exemple, que "Unir" ne parvient pas, malgré son désir, à organiser cette opposition potentielle. Les groupes pro-chinois ou pro-italiens n'ont également qu'une influence propre très limitée, qui est sans rapport avec l'influence générale dans le P.C.F. des partis dont ils se réclament.

e) Il est un secteur qui devrait prendre une importance accrue, c'est celui des Jeunesses communistes. Elles avaient jusqu'alors le triste privilège d'être le secteur le plus bureaucratisé. Mais le P.C.F. cherche à leur redonner plus d'importance, après ses déboires avec l'U.E.C., mais aussi pour retrouver également là de nouveaux liens. La politisation progressive du P.C.F., l'élévation de la combativité des masses ne manqueront pas de jouer dans ces conditions pour une radicalisation des Jeunesses, chez lesquelles, par exemple, les victoires révolutionnaires des peuples coloniaux trouvent un écho plus grand qu'à travers des organisations d'adultes. A terme plus ou moins proche, il peut apparaître une crise ouverte d'une ampleur plus grande que celle que connaît l'U.E.C.

IV - LES TACHES.

A - Dans le travail de masse.

a) Nous devons dans le P.C.F. évidemment contribuer au maximum à l'accélération du processus en cours. Il faut généraliser la tendance à la discussion, favoriser l'élaboration dans les cellules, les sections, à partir des problèmes concrètement posés par la lutte de classe et la crise du mouvement communiste. Dans cet ordre d'idées, il faut soutenir une publication comme "Unir" en insistant pour qu'elle continue à jouer le rôle de tribune qu'elle assume depuis quelques années.

.../...

b) Dès cette étape et plus encore dans la prochaine, les responsabilités exercées par les marxistes révolutionnaires dans le P.C.F. et la C.G.T. seront d'une grande importance. Le rôle constructif des marxistes révolutionnaires dans ces organisations ne peut être considéré essentiellement comme ouvrant un droit aux interventions critiques. Ceci n'étant qu'une conséquence. Il s'agit, en effet, pour nous, de faciliter l'expérience pratique des militants du P.C. à partir des contradictions de la politique de leur parti ; contradictions qui découlent de sa nature double. A plus longue échéance, il s'agit d'assurer des liens solides du courant marxiste révolutionnaire avec les secteurs d'avant garde de la classe par une participation, une direction de leurs combats quotidiens. Et ainsi de mettre le parti de demain en état d'exercer la fonction d'organisateur, sinon de la classe ouvrière entière, au moins de ses secteurs décisifs.

La nécessité de cette intégration militante doit être soulignée, car :

- elle est désormais largement possible,
- elle conditionne tous les succès à venir.

c) Nous devons porter une grande attention aux noyaux critiques, nous y intégrer chaque fois que nécessaire. Il faut notamment s'évertuer à ce que ces groupes prennent corps dans les structures ordinaires du parti et des organisations de masse, au premier chef la C.G.T. Dans tous les cas, il faut tendre à les faire intervenir dans les luttes de masses, ceci étant une condition indispensable à leur survie et leur développement politique.

d) Nous devons porter un effort particulier en direction de la C.G.T., car bien souvent les problèmes qui provoqueront une politisation du P.C.F. se poseront au travers de l'action de la C.G.T. et d'abord dans ses rangs. C'est aussi une des meilleures voies d'intégration. Les difficultés particulières du travail entrainées dans les jeunesse doivent être surmontées. La première étape étant bien entendu, celle de la conquête par nos militants d'une audience à la base, comme au sommet, si possible.

e) Les thèmes à développer dans le P.C.F. en ce moment peuvent être :

- le front unique ouvrier notamment dans les élections.
- le contrôle ouvrier (embauche, horaires, plan de travail) et en premier lieu, pour les entreprises publiques et nationalisées.
- la rupture avec toute forme de stalinisme, obstacle à

.../...

leur contre-plan manifeste cette victoire. Quelles que puissent être les manœuvres électorales auxquelles se livrera cette direction au cours de 1965, ce parti ne peut plus guère espérer jouer un rôle notable et il ne recruter plus de militants d'avant-garde ou susceptible de le devenir, sauf par accident.

La présence de nos militants dans ce parti ne se justifie donc plus que comme ferment d'évolution de la tendance de gauche.

La direction de cette tendance renoncé à ses ambitions de construction d'un nouveau parti centriste et même à ses espoirs de reconquête de la majorité du P.S.U. La sortie du P.S.U., à terme, est acceptable comme une fatalité à l'égard de laquelle ses membres ne se différencient que par le nombre et l'ampleur des concessions formelles qu'ils sont prêts à accepter pour ne pas précipiter cette échéance. La stratégie de cette direction vise à la constitution d'un large front unitaire de classe, à la constitution duquel elle subordonne sa propre existence. Ses perspectives sont courtes, largement fondées sur l'espoir de profondes transformations du P.C.F. Cette orientation, correcte dans son premier plan de lutte unitaire, favorise dans son second plan notre inlassable propagande sur notre conception stratégique de construction du parti révolutionnaire basée sur la perspective de différenciation de courants gauches dans le P.C.F. La direction de la gauche n'a pu empêcher la sortie du P.S.U. de quelques groupes régionaux (Toulouse, Vernon) les plus influencés par notre fraction et en dépit de nos propres efforts. Bien que la direction centriste de la tendance ait d'abord refusé le principe de l'organisation conjuguée à l'intérieur et à l'extérieur du P.S.U., celle-ci est passée dans les faits par le biais du travail d'entreprise que nos camarades contrôlent largement.

Cette situation complexe détermine nos tâches pour la prochaine période qui sera nécessairement de transition instable.

1°) Les trotskystes soutiendront l'action de la gauche pour une "Convention de l'opposition socialiste" et des alliances de classe sans exclusive lors des consultations électorales. Ils appliqueront cette ligne avec hardiesse et initiative, dans la conviction que les expériences qui seront faites à cet égard élèveront la conscience des militants qui y participeront, qu'ils soient membres de la tendance du P.S.U. ou extérieurs à elle. Par ailleurs, cette application de la ligne adoptée pour toute la tendance nous permettra de consolider notre capital de confiance à l'intérieur de ce courant, et accroîtra ainsi notre audience pour la poursuite de notre propre ligne.

.../...

2°) L'absence d'une conception de construction du parti dans la gauche du P.S.U. risque de laisser désarmés, démotivés et même démoralisés certains de ses militants si l'évolution du mouvement ouvrier n'est pas assez rapide, comme c'est probable, pour permettre à ce courant de jouer organiquement le rôle unitaire qui est sa seule raison d'être. En conséquence, la popularisation dans ses rangs de notre propre conception, et, en particulier de la pratique de l'extrême organisé dans le P.C.F., désormais possible, devient pour nous une tâche essentielle. Celle-ci doit passer, aussi bien au travers des discussions intérieures sur les perspectives que par le biais de cours et de conférences intérieurs ou publics. Tout ultimisme en ce domaine doit être banni comme le plus sûr moyen de nous couper des militants qui ne font que commencer à se poser ce problème, et comme un liquidationisme de notre acquis. Notre objectif, en ce domaine, doit être de gagner la quasi totalité de la base du courant et la plupart des militants authentiques de sa direction.

3°) Notre travail d'entreprise est désormais notre secteur essentiel d'activité au sein de la gauche du P.S.U. Ses tâches ne sont pas différentes des tâches générales ci-dessus définies. Ce travail ne vise pas à être le creuset d'un nouveau P.S.U. de gauche que nous construirions nous-mêmes. Inversement, il ne devient pas une branche du secteur indépendant de notre parti. Par contre, notre travail indépendant peut s'y introduire, le comité de liaison récemment constitué pour mener ce travail d'entreprise n'étant plus un organisme, ni du P.S.U., ni même proprement de la tendance gauche du P.S.U., mais un organisme de confrontation et de regroupement. Nous devons veiller à ce que les groupes ultra-gauches ne puissent pas incliner l'activité de ce secteur dans un sens sectaire et exclusivement anti-P.C.F. Son élargissement doit se faire surtout en direction des cadres ouvriers (surtout syndicaux) hors appareils. Unitaires, les journaux d'entreprises doivent pratiquer une critique pédagogique des grandes organisations, afin de tendre à devenir des tribunes ouvrières réelles, expression de la démocratie politique ouvrière dans l'entreprise.

4°) Quoique demeurant "entriste" notre travail dans la gauche du P.S.U. permet un dévoilement graduel de notre fraction qui doit être étudié cas par cas, et ne peut pas laisser place à l'improvisation individuelle, afin que nous soyons capables de faire face à toute occurrence dans une situation caractérisée par sa fluidité. Notre fraction a été renforcée conformément à nos décisions. Nos efforts en ce sens doivent se poursuivre, en particulier dans les secteurs où nous pourrions craindre une dispersion à défaut de notre intervention.

Les décisions de changement d'affectation de militants gagnés dans la gauche du P.S.U. relèvent toujours du BP et du CC.

RESOLUTION LENOIR SUR LE TRAVAIL P.S.U.

La fin de la guerre d'Algérie, la "déstalinisation" du mouvement communiste international et le rapprochement naturel de al S.F.I.O. et du P.C.F. face à al politique gaulliste d'int"gration et de désagrégation du mouvement ouvrier, ont enlevé toute perspective de développement au P.S.U.

De la stagnation des trois années dernières, le P.S.U. est arrivé dans les derniers mois à une dés-grégation interne et une dégénérescence politique avancée sous la direction des "socioux-technocrates" Martinettistes et consorts. Ceci s'est traduit d'une part par une hémorragie permanente d'adhérents et le rétrécissement de la base militante, et d'autre part par l'absence totale de ligne d'action politique.

Or, le P.S.U. constitué comme une organisation basée sur le besoin d'action immédiate de militants déçus par la trahison des Mollet et la capitulation du P.C.F. devant la guerre d'Algérie, ne peut vivre en-dessous d'une certaine quantité de membres.

Le P.S.U. qui n'a jamais pu trouver une base ouvrière ne peut plus jouer maintenant qu'un rôle négatif dans la classe ouvrière - ce qui n'a pas été le cas lors de la guerre d'Algérie - dans la mesure où sa politique introduit un élément supplémentaire de confusion et où elle continue à retenir des éléments variables.

La tendance de gauche ne pouvant espérer conquérir la majorité du P.S.U., connaît une crise grave.

Du fait de son hétérogénéité, elle n'a pu parvenir à temps à se définir par rapport à plusieurs questions capitales:

- sa position vis-à-vis des Etats ouvriers,
- sa position par rapport à la "déstalinisation",
- sa place dans le processus de restructuration du Mouvement ouvrier.

C'est son incapacité à s'orienter sur ces questions qui l'empêche de surmonter son affaiblissement numérique produit d'une nouvelle situation.

Cette tendance est actuellement déchirée entre deux pôles:

- 1°) d'une part, la direction "Poperen", consciente de l'impossibilité de recréer un parti centriste viable, ne voit plus de solution que dans l'espoir chimérique - dans l'immédiat - d'un parti ouvrier unique dont ils conçoivent la construction au travers de combinaisons

de sonnet.

2°) D'autre part, la tendance des militants de base liés à un travail ouvrier qui tente de se dégager de la confusion centrisme par un travail d'agitation et de propagande à la base, en dehors des organisations politiques et syndicales traditionnelles de la classe ouvrière.

Les militants trotskystes au sein de cette tendance ont donc à agir en fonction de ces deux rôles.

Devant le désarroi de la direction de la tendance de gauche, les trotskystes doivent dans l'immédiat engager la discussion sur les perspectives d'avenir de cette tendance face à la structure actuelle de l'avant-garde de la classe ouvrière française.

Ceci est d'autant plus urgent que l'attitude actuelle de la direction de la tendance de gauche mène à la capitulation ou la démolition devant les Martinettistes. Ce débat indispensable, déjà tardif, doit être mené de manière à se faire comprendre par la base militante d'entreprises.

A ce sujet, la question de la place de la C.G.T. comme milieu ouvrier le plus apte à agir sur les directions politiques de la classe ouvrière doit être soulignée prioritairement, tout en montrant les limites politiques de son activité et de son programme. Cette action combinée aux effets que produira, qu'a déjà commencé à produire, la déstalinisation du Mouvement communiste International sur le P.C.F., doit permettre à une échéance plus ou moins rapprochée l'adhésion et le travail de la tendance "communiste non stalinienne" au P.C.F.

Une explication pédagogique de l'entrisme comme stratégie de construction du P.C.R. en France doit donc devenir un moyen de polariser autour de notre fraction les éléments les plus liés à la classe ouvrière.

D) PROCHAIN C.E.I.

Résolution LENOIR.

Le C.C. du P.C.I. informé de la convocation d'un plénum de C.E.I. demande la convocation à ce plénum de tous les membres de cet organisme élus au Congrès Mondial.

L'ordre du jour proposé en effet à ce plénum abordant la préparation du prochain Congrès Mondial et la situation en Afrique, il est évident que de la même démarche ex

La convocation du prochain Congrès Mondial et la situation en Algérie et en Afrique, il est évident que de la même démarche exclure de cette discussion la tendance minoritaire qui a demandé ce Congrès il y a six mois et qui conduit le travail algérien et africain ressort d'une position fractionniste.

- Aussi le C.C. demande au C.E.I. la réintégration au C.E.I. des camarades minoritaires, première démarche pour préserver l'unité de l'internationale.

---:---:---:---:---:---:---:---:---:---

RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LE B.P.

Résolution votée par le bureau politique le 15 janvier 1965.

Après compte-rendu de la réunion de la cellule LESOIL, le B.P. blâme les camarades André, Manuel et Fabienne, pour ne pas avoir suivi la discipline du Parti au sein d'une organisation extérieure. Toute récidive serait incompatible avec l'appartenance au Parti.

Pour : 5 Contre : 2 (Maurel, Lenoir).